

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/GEN/112
19 avril 2011

(11-2012)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

ACTIVITÉS DE LA CEI DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT (NOVEMBRE 2010-MARS 2011)

Mise à jour communiquée par la CEI

Les renseignements ci-après ont été communiqués par la Commission électrotechnique internationale (CEI) à la réunion du Comité OTC des 24 et 25 mars 2011.

1. Le présent rapport au Comité des obstacles techniques au commerce de l'OMC donne un aperçu des activités menées par la CEI, ses membres et affiliés, et ses centres régionaux, dans le but de renforcer la participation des pays en développement et des pays nouvellement industrialisés aux activités internationales de normalisation et d'évaluation de la conformité de la CEI.

I. FAITS NOUVEAUX CONCERNANT LA CEI

A. LIVRE BLANC DE LA CEI SUR L'ELECTRIFICATION INTELLIGENTE

2. En septembre 2010, la CEI a publié un Livre blanc intitulé "Répondre au défi de l'énergie – Le rôle de la CEI de 2010 à 2030 – Électrification intelligente – La clé de l'efficacité énergétique". Élaboré par le Bureau de stratégie des marchés de la CEI, qui regroupe des directeurs techniques appartenant à la communauté électrotechnique mondiale, ce document brosse une perspective à long terme – jusqu'en 2030 – des problèmes posés à notre société en matière d'énergie électrique et du rôle joué par la CEI pour les résoudre. La CEI, qui se fonde dans une large mesure sur les données de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), estime que l'électrification intelligente, autrement dit l'utilisation judicieuse et parcimonieuse de l'électricité en tant que principale source d'énergie, sera un des moyens les plus importants de relever le défi énergétique. L'électricité est la forme d'énergie la plus polyvalente et la plus maîtrisable, la plus aisément et efficacement distribuable. Elle est pratiquement exempte de pertes et essentiellement non polluante sur son lieu d'utilisation, et elle peut en outre être produite par des moyens propres. La CEI a identifié des secteurs clés dans lesquels il est possible d'obtenir des réductions significatives des émissions de gaz à effet de serre et des gains d'efficacité sans entraver le développement économique. Elle mettra en évidence la nécessité de la normalisation pour obtenir une efficacité systémique et pour développer une série de spécifications qui définissent des règles de performance acceptables minimales et des options pour le fonctionnement des réseaux électriques intelligents. La CEI va renforcer ses liens avec différentes organisations internationales et gouvernementales pertinentes et les inviter à unir leurs forces aux siennes dans un effort à la fois politique et technologique pour faire progresser l'électrification intelligente. La compétence technique de la CEI et son aptitude à mobiliser toutes les parties prenantes sont deux atouts parmi d'autres qui permettront à la communauté mondiale de construire un avenir meilleur.

3. Un résumé du Livre blanc a été distribué dans le rapport de la CEI aux Membres de l'OMC en novembre 2010. Le texte intégral est téléchargeable sous forme électronique sur le site Web de la CEI.

B. NORMALISATION DES RESEAUX INTELLIGENTS

4. Forte du lancement de son Livre blanc récemment publié, la CEI a pu présenter sa stratégie en matière d'électrification intelligente, par l'intermédiaire du Président de son Groupe stratégique des réseaux intelligents (SG3), Richard Schomberg, au Sommet ministériel du G-20, qui s'est tenu en novembre 2010, en Corée du Sud. Le message délivré au public était que la CEI détenait les normes internationales dont les industriels et les pouvoirs publics avaient besoin pour prendre des mesures, rendre le réseau électrique existant plus performant et identifier les points à améliorer. La CEI a déjà défini la chaîne énergétique et le critère métrologique pertinent pour la repenser. Pour en savoir plus, voir le numéro d'IEC e-tech de décembre 2010.

C. COMMERCE DES PRODUITS DE HAUTE TECHNOLOGIE

5. Le Président sortant de la CEI, Jacques Régis, a pris la parole devant les dirigeants de 65 associations du secteur de l'électronique venus de tous les continents lors du World Electronics Forum (WEF), qui a eu lieu à Las Vegas (États-Unis) en janvier 2011, parallèlement au Consumer Electronics Show (CES). Il a souligné l'importance des normes internationales pour l'innovation dans le domaine de l'électronique et le commerce mondial des produits électroniques et a expliqué comment, grâce à des spécifications et des critères métrologiques internationalement pertinents, combinés à une évaluation cohérente de la conformité, les fabricants de produits électroniques se trouvent en mesure d'accéder à des marchés bien plus nombreux, dont les principaux marchés en expansion, plus rapidement et à un coût moindre. Les délégués ont pu apprendre que toute entreprise avait la possibilité de présenter des observations sur n'importe quelle norme internationale de la CEI, à condition que celles-ci soient scientifiquement et techniquement fondées. En outre, toute entreprise, petite ou grande, pourra participer aux travaux de normalisation de la CEI dans le cadre de son Comité national (CN). Pour en savoir plus, voir le numéro d'IEC e-tech de janvier-février 2011.

D. NORME INTERNATIONALE DE LA CEI SUR LE CHARGEUR DE TELEPHONE UNIVERSEL

6. En janvier 2011, la CEI a publié la première norme internationalement pertinente sur le chargeur universel pour téléphones mobiles avec service de données. La norme CEI 62684 couvre tous les aspects du chargeur (connectique, prise), en prenant aussi en considération la sécurité, l'interopérabilité et la protection de l'environnement.

7. "Nous avons tous des tiroirs pleins de chargeurs qui ne servent plus à rien dès que nous achetons un nouveau portable. Aujourd'hui, nous disposons d'une norme globale vraiment fonctionnelle qui va permettre à l'industrie de mettre fin à ce gaspillage et de réduire de façon significative l'impact sur l'environnement. C'est ce qu'attendaient des millions de consommateurs. Je suis fier que la CEI ait pu développer la meilleure solution technique possible pour les marchés, et ce, dans un temps record", a déclaré Ronnie Amit, Directeur général et Secrétaire général de la CEI.

8. La norme internationale CEI 62684, "Spécifications de l'interopérabilité de l'alimentation externe commune (EPS) pour téléphones mobiles avec service de données", a été acceptée par les Comités nationaux qui participent au Comité d'études (CE) n° 100 de la CEI: "Systèmes et appareils audio, vidéo et multimedia". Pour en savoir plus, voir le n° 3 d'IEC News de 2011.

E. NORMES INTERNATIONALES DE LA CEI ET CHARGE DES VEHICULES ELECTRIQUES

9. La CEI et l'Organisation e8, qui regroupe dix des plus grandes compagnies d'électricité du monde, ont mobilisé pour la première fois toutes les principales parties prenantes qui doivent coopérer entre elles pour accélérer le déploiement des véhicules électriques. Lors de cette table ronde internationale de haut niveau, qui s'est tenue à Washington (États-Unis) le 19 janvier 2011, et qui marque un tournant pour l'essor futur de ces véhicules, tous les participants ont confirmé que les normes internationales de la CEI, existantes ou projetées, pour la charge des véhicules électriques satisfaisaient leurs besoins globaux. L'objectif de cette table ronde était de dégager des priorités pour l'élaboration des normes relatives aux véhicules électriques, de définir les besoins futurs et d'accélérer l'adoption à une large échelle des normes internationales pertinentes, qui permettront l'interopérabilité et la connectivité au niveau mondial. Pour en savoir plus, voir le n° 4 d'IEC News de 2011.

II. PROGRAMME DES PAYS AFFILIES A LA CEI

A. UN PROGRAMME GRATUIT POUR LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

- Sur invitation du Secrétaire général de la CEI, utilisation gratuite de l'environnement électronique de la CEI.
- Engagement officiel du pays affilié à utiliser les normes internationales de la CEI au niveau national et à participer aux travaux de normalisation de la CEI (charte d'engagement).
- Adoption facilitée de 200 normes internationales de la CEI en tant que normes nationales.
- Mis en place en 2009, le nouveau statut d'Affilié Plus permet d'adopter 400 normes internationales de la CEI au niveau national et de bénéficier d'un mentorat des pays membres de la CEI.
- Accès sécurisé aux documents de travail, jusqu'au stade de "projet du comité pour vote", de dix comités d'études (CE)/comités techniques/sous-comités (SC) de la CEI.
- Directives d'utilisation des Systèmes d'évaluation de la conformité de la CEI.
- Aide à l'établissement d'un Comité électrotechnique national.
- Participation aux réunions générales de la CEI, y compris la présence aux réunions et ateliers techniques.
- Formation et encadrement en ligne au moyen des outils électroniques de la CEI.

B. SECTION CONSACREE AUX AFFILIES SUR LE NOUVEAU SITE WEB DE LA CEI

10. En janvier 2011, la CEI a lancé un nouveau site Web. La navigation parmi les notions générales s'y effectue par menus. Les sujets sont d'abord présentés sommairement, puis exposés plus en détail. La section des Affiliés a été restructurée afin d'être plus conviviale et de mettre à la disposition des participants au Programme des pays affiliés des outils pratiques permettant de participer au programme gratuit de la CEI en faveur des pays en développement.

11. Les pays affiliés à la CEI peuvent maintenant accéder à leur page spécifique, en utilisant des raccourcis URL: ACP (pays affilié participant) + code pays de l'ISO (2 lettres). Exemple pour le Malawi: <http://www.iec.ch/acp-mw>.

C. PLUS DE COMITES ELECTROTECHNIQUES NATIONAUX DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT ET LES PAYS NOUVELLEMENT INDUSTRIALISES

12. Depuis la publication des Lignes directrices pour les affiliés à la CEI en 2009, 12 pays affiliés ont notifié l'établissement de leur Comité électrotechnique national (CEN). Il se peut que de nombreux pays en développement ne soient pas en mesure de réunir toutes les parties prenantes dans le domaine de l'électrotechnologie. La création d'un comité électrotechnique national "de base", composé uniquement de quelques-unes de ces parties prenantes, constitue parfois un point de départ. Il est ainsi possible de développer une infrastructure de base grâce à laquelle le pays pourra bénéficier du Programme des pays affiliés à la CEI et, avec le temps, y associer d'autres parties prenantes. Après avoir établi son comité électrotechnique national dans le cadre du Programme des pays affiliés à la CEI, la Géorgie a pu intéresser un nombre suffisant de parties prenantes des secteurs public et privé et devenir finalement membre associé de la CEI en 2010.

D. TREIZE PAYS ONT LE STATUT D'AFFILIE PLUS

13. Le statut d'Affilié Plus est l'ultime étape du Programme des pays affiliés à la CEI pour les pays en développement qui ont rempli certains critères de participation, mais ne sont pas encore prêts à devenir membres de la CEI. C'est un stade intermédiaire, qui permet à ces pays de comprendre les travaux de la CEI et d'y participer, tout en adoptant ses normes internationales.

14. Instauré en 2009, le statut d'Affilié Plus a déjà été accordé à 13 pays qui satisfaisaient aux critères pertinents: ils ont déclaré l'adoption d'au moins 50 normes internationales de la CEI au niveau national et ont mis en place leur comité électrotechnique national. De ce fait, ils sont désormais en droit de doubler le nombre de normes internationales de la CEI qu'ils peuvent adopter (400 au lieu de 200) et de solliciter un mentorat pour participer plus activement aux travaux techniques de la CEI.

E. LES AFFILIES DE LA CEI EXERCENT LEUR DROIT D'ADOPTION

15. Grâce à l'instauration du Programme des pays affiliés il y a dix ans, en 2001, l'adoption des normes internationales de la CEI a été facilitée pour les pays en développement. Avec l'utilisation actuelle de 3 500 de ses normes internationales au niveau national – dans 36 pays affiliés – et au niveau régional, il ne fait aucun doute que la CEI a un rôle à jouer dans les pays en développement et les pays nouvellement industrialisés en ce qui concerne les programmes d'électrification, la sécurité d'utilisation des appareils électrodomestiques, les énergies renouvelables, l'efficacité de l'énergie électrique, l'évaluation de la conformité, etc. Les normes internationales de la CEI concernant les prises de courant, les installations électriques à basse tension, les câbles, les interrupteurs, la sécurité des appareils électrodomestiques, les conducteurs, les accumulateurs ou les exigences de sécurité pour les appareils audio, vidéo et appareils électroniques analogues, sont celles qui sont le plus souvent adoptées pour être appliquées au niveau national. Pour en savoir plus sur les adoptions par les Affiliés, voir le site Web de la CEI.

III. LA CEI ET L'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ

16. La CEI favorise tous les types d'évaluation de la conformité – par une première, seconde ou tierce partie – et administre trois systèmes globaux d'évaluation de la conformité, chacun mettant en œuvre des méthodes de certification fondées sur une évaluation de la conformité par une tierce partie. Ils établissent conjointement qu'un produit est fiable et répond aux attentes en matière de performance, de sécurité, d'efficacité, de durabilité, ainsi qu'à d'autres critères. Les normes

internationales et les systèmes d'évaluation de la conformité de la CEI contribuent à réduire les obstacles au commerce causés par l'existence de critères de certification différents dans les différents pays. Les systèmes d'évaluation de la conformité de la CEI contribuent également à supprimer les retards et les frais importants occasionnés par les diverses procédures d'essais et d'homologation. Cela permet aux industriels de réduire les coûts et à leurs produits d'accéder plus vite aux marchés. Les systèmes d'évaluation de la conformité de la CEI – IECEE, IECEX et IECQ – couvrent chacun un segment particulier de l'électrotechnologie. Ils visent fondamentalement à faciliter l'acceptation des produits au niveau mondial au moyen d'une procédure d'essai, d'une certification et, le cas échéant, d'une marque valable sur tous les marchés.

A. ACCORD HISTORIQUE ENTRE LA CEI, L'ILAC ET L'IAF

17. La signature d'un accord historique entre la CEI, l'International Laboratory Accreditation Cooperation (ILAC) et l'International Accreditation Forum, Inc. (IAF), en octobre 2010, contribuera considérablement à rendre moins onéreuse, moins longue et moins complexe la réévaluation des organismes de certification et des laboratoires d'essais accrédités par les organismes d'accréditation relevant de l'IAF et de l'ILAC. Le fait qu'une seule réévaluation – au lieu de trois – suffit désormais et est acceptée par les trois organismes est un des résultats les plus importants de la signature de ce mémorandum d'accord tripartite. Ce type d'accord de coopération, sans précédent dans le domaine de l'évaluation de la conformité, est le fruit d'années de collaboration entre les systèmes d'évaluation de la conformité de la CEI, l'ILAC et l'IAF. Un comité directeur commun a été créé et sera chargé d'élaborer des stratégies de coopération, de fournir une assistance, de traiter les problèmes posés par les projets et d'en gérer les résultats possibles. Un autre objectif du mémorandum d'accord est de favoriser l'application coordonnée des normes internationales et des documents d'orientation de l'ISO/de la CEI pour évaluer les organismes de certification et les laboratoires d'essais agissant dans le cadre des Systèmes d'évaluation de la conformité de la CEI. Cela implique une communauté de vues sur les questions techniques et l'harmonisation des différentes procédures d'évaluation. Par ailleurs, des dispositions sont prises aux fins de formations et d'ateliers conjoints pour les évaluateurs principaux et, lorsque c'est possible, des travaux communs sur l'élaboration de procédures et politiques harmonisées.

B. IECEE – SYSTEME CEI DE METHODES D'EVALUATION DE LA CONFORMITE POUR LES EQUIPEMENTS ET LES COMPOSANTS ELECTROTECHNIQUES

18. L'IECEE s'occupe de la sécurité et de la performance d'une large gamme d'équipements et de composants utilisés à la maison, au bureau, dans des ateliers, dans des établissements de santé, etc. Les certificats d'essais de l'IECEE sont mutuellement reconnus par tous les membres. Un produit qui a fait l'objet d'essais sur le marché d'un membre ne devra pas en subir d'autres de la part d'un autre membre, si les différences nationales pertinentes ont été prises en compte. L'homologation et la certification s'en trouvent donc grandement facilitées au niveau national.

C. IECEE OC-FCS

19. La rationalisation de la méthode OC-FCS (Organisme de certification-Méthode de certification complète) de l'IECEE, en 2010, s'est révélée être un grand succès. L'harmonisation des documents et formulaires et la simplification des procédures ont fait de ce qui était une méthode relativement complexe un instrument parfait pour les entreprises qui projettent une diffusion mondiale de leurs produits. En instituant la méthode OC-FCS, l'IECEE avait pour objectif de proposer la méthode de certification de produits la plus complète au monde, fondée sur le principe de la reconnaissance mutuelle entre les membres de leurs certificats d'évaluation de la conformité et inspections d'usines. De nombreux organismes de certification nationaux ont immédiatement compris l'importance de la méthode et ses incidences sur la certification internationale. À ce jour, 31 organismes nationaux de certification de l'IECEE ont signé l'accord multilatéral sur la méthode

OC-FCS. Grâce à elle, le fabricant peut mener à bien toutes les étapes de la certification et de l'inspection d'usine dans le pays où l'usine mène ses activités. Sans cette méthode, la certification d'une usine requiert la communication régulière d'échantillons à chaque pays d'exportation, ainsi que des visites d'usines initiales et régulières des inspecteurs de chacun des organismes de certification en activité dans les pays exportateurs – ce qui constitue une procédure consommatrice de temps et d'argent.

D. SECURITE DES EQUIPEMENTS DOMESTIQUES

20. La mondialisation et l'industrialisation ont fait de la sécurité d'utilisation des appareils électriques une priorité pour les industries et les pouvoirs publics, en particulier dans les pays en développement et les pays nouvellement industrialisés où la qualité des produits importés est devenue une question essentielle. L'environnement réglementaire qui s'applique aux appareils électriques varie d'un pays à l'autre, mais les fabricants sont généralement confrontés à des réglementations fondées sur la performance ou l'intervention préalable à la mise sur le marché. Dans l'un et l'autre cas, les normes sont indispensables aux fabricants pour gérer le risque associé à l'électricité et aux appareils. La CEI a organisé un atelier sur l'assurance de la performance et de la sécurité des appareils électrodomestiques dans les pays en voie d'industrialisation durant sa 74^{ème} Réunion générale, à Seattle (États-Unis) en octobre 2010. L'objectif de cet atelier était de montrer comment la CEI fournissait des outils de promotion de la sécurité, aussi bien avec ses normes internationales qu'avec les systèmes d'évaluation de la conformité de l'IECEE. Le Secrétaire exécutif de l'IECEE a coprésidé cet atelier avec les présidents des comités d'études de la CEI n° 59 (Aptitude à la fonction des appareils électrodomestiques et analogues) et n° 61 (Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues).

E. CERTIFICATS D'ESSAIS DES ORGANISMES DE CERTIFICATION DE L'IECEE

21. Le nombre total de certificats d'essais délivrés en 2010 par des organismes de certification de l'IECEE a été le plus important jamais atteint: plus de 71 000. À titre de comparaison, l'IECEE a délivré 59 654 certificats en 2009.

F. IECEX – SYSTEME CEI DE CERTIFICATION AUX NORMES DE L'EQUIPEMENT DESTINE A FONCTIONNER EN ATMOSPHERE EXPLOSIVE

22. L'IECEX couvre le domaine très spécialisé de la protection contre le risque d'explosion associé à l'utilisation de certains équipements dans des environnements où des gaz et liquides inflammables et des poussières combustibles sont susceptibles d'être présents. Ce système apporte l'assurance que les équipements ont été conçus pour satisfaire aux normes de sécurité et que les services, tels que l'installation, la réparation et la remise en état, sont aussi conformes aux normes internationales de sécurité de la CEI. Il a été récemment approuvé par la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) comme le système d'évaluation de la conformité recommandé en environnements dangereux.

G. METHODE DE CERTIFICATION IECEX DE COMPETENCE DU PERSONNEL

23. Le dernier rapport contenait des renseignements sur la finalisation en cours de la nouvelle méthode de certification de la compétence du personnel mise au point par l'IECEX. L'explosion qui s'était produite sur une plate-forme de forage dans le Golfe du Mexique, à l'origine d'une marée noire, avait démontré le besoin de mesures extrêmement strictes pour garantir la sécurité des équipements et la compétence du personnel dans des environnements de ce type. Depuis ce dernier rapport, la nouvelle méthode de certification IECEX de la compétence du personnel est entrée en application, les premiers certificats étant maintenant publiés et mis à la disposition du public sur le système de certificats en ligne de l'IECEX.

24. Cette nouvelle initiative de l'IECEX offre aux organismes de réglementation, aux propriétaires d'installations et aux responsables de la sécurité et de la mise en conformité des installations en atmosphère explosive, telles que les installations pétrolières, gazières ou de manutention des grains, un moyen de confirmation immédiate de la compétence des postulants à des emplois dans ces atmosphères au regard des normes internationales de la CEI.

H. ÉQUIPEMENTS ET SYSTEMES UNIQUES DESTINES A FONCTIONNER EN ATMOSPHERE EXPLOSIVE, MAINTENANT COUVERTS PAR LES CERTIFICATS IECEX DE LA VERIFICATION DES PRODUITS UNIQUES

25. En réponse à la demande de l'industrie, un nouveau volet a été ajouté au Programme IECEx de certification des équipements en novembre 2010, prévoyant que la certification IECEx de la vérification des produits uniques visera les équipements uniques construits pour un usage spécifique et utilisés dans des environnements où des gaz explosifs ou des vapeurs ou poussières combustibles sont susceptibles d'être présents.

I. L'IECEX REÇOIT L'APPROBATION OFFICIELLE DES NATIONS UNIES PAR L'INTERMÉDIAIRE DE LA CEE-ONU

26. En conclusion du projet qu'elle a mené pendant quatre ans en vue d'élaborer une réglementation type à examiner par tous les membres des Nations Unies, la CEE-ONU a recommandé de recourir aux normes internationales élaborées par le Comité d'études 31 de la CEI et étayées par la certification IECEx comme fondement des réglementations nationales régissant la vente et l'utilisation des matériels et services destinés à être utilisés en atmosphère explosive ainsi que la compétence du personnel dans ce domaine. Cette recommandation et l'approbation de l'IECEX et du Comité d'études 31 de la CEI doivent être formulées dans un Objectif réglementaire commun (CRO) de la CEE-ONU dont la publication est prévue en mars.

J. IECQ – SYSTEME D'EVALUATION DE LA QUALITE DES COMPOSANTS ELECTRONIQUES DE LA CEI

27. Le système IECQ assure la sécurité et la fiabilité des composants électroniques utilisés dans l'informatique, l'avionique et d'autres secteurs. Il consiste également à soumettre à une surveillance et à des essais l'utilisation des substances dangereuses dans les matériels électriques et électroniques ainsi qu'à l'évaluer et à certifier les installations qui utilisent des dispositifs sensibles aux décharges électrostatiques sans protection.

K. UNE REFORTE DU SYSTEME IECQ TOURNEE VERS LE FUTUR

28. Le système IECQ a été complètement remanié à l'occasion de la publication de nouvelles règles de procédure pour rationaliser les processus de certification concernant:

- les composants IECQ agréés
- les processus IECQ agréés
- le plan de gestion des composants électroniques
- la gestion du traitement des substances dangereuses
- le laboratoire d'essai IECQ indépendant

29. Cette refonte du système prévoit l'évaluation et la certification des entreprises qui utilisent un système de gestion des décharges électrostatiques pour maîtriser leurs effets dommageables.

IV. ENGAGEMENT DE LA CEI DANS LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE

30. La CEI s'est engagée activement auprès de ses parties prenantes, nouvelles et actuelles, dans la région Asie-Pacifique afin de mieux faire connaître la Commission, ses normes internationales et systèmes d'évaluation de la conformité, et les avantages d'une participation. Outre ces activités de promotion, la CEI soutient activement la formation d'experts de pays en développement à l'élaboration de ses normes internationales. Les initiatives récentes de la CEI dans la région sont notamment les suivantes:

A. SEMINAIRE DE L'IECEX AU BRUNEI DARUSSALAM (11 NOVEMBRE 2010)

31. Ce séminaire faisait suite aux recommandations formulées au Symposium de l'IECEX tenu au Brunéi Darussalam en 2008. Organisé pour aider les autorités et industries locales à mieux comprendre le nouveau système de certification IECEX de la compétence du personnel et ses avantages, le séminaire a bénéficié d'une large participation à la fois du secteur public et du secteur privé. Au terme d'intenses discussions, il s'est conclu en recommandant la tenue de nouvelles discussions plus approfondies sur les normes et l'évaluation de la conformité concernant l'IECEX. Pour en savoir plus, voir le numéro d'IEC e-tech de décembre 2010.

B. NEUVIEME SEMINAIRE JISC/CEI/APSG DE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES DANS LE DOMAINE DES NORMES SUR LES ECONOMIES D'ENERGIE ET DE RESSOURCES

32. Ce séminaire visait à informer des derniers développements intervenus la CEI en ce qui concerne l'efficacité énergétique des appareils électrodomestiques, et informatiques, et des systèmes audio, vidéo et multimédia, ainsi que l'automatisation de la conception. L'efficacité énergétique des produits étant de plus en plus réglementée, il importe de faire connaître cette évolution à l'industrie et aux organismes gouvernementaux et d'encourager l'utilisation des normes internationales de la CEI. Des représentants de dix pays de la région Asie-Pacifique, notamment de nombreux industriels malaisiens, ont participé au séminaire. Une formation sur le processus d'élaboration des normes internationales de la CEI a aussi été organisée à l'attention d'experts malaisiens, parallèlement au séminaire.

C. LITES.ASIA, BANGKOK (THAÏLANDE), 7 ET 8 DECEMBRE 2010

33. Le réseau Lites.asia est un réseau créé pour accroître la participation des pays asiatiques à l'élaboration des normes internationales de la CEI sur la qualité et l'efficacité des installations d'éclairage. La CEI a participé à la réunion de Lites.asia pour favoriser la participation à la normalisation au niveau international: elle a présenté les processus et procédures d'élaboration de ses normes internationales et a rendu compte des derniers faits nouveaux concernant la Commission et ses travaux dans le domaine de l'éclairage. Lites.asia est financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et le Département du changement climatique et de l'efficacité énergétique du gouvernement australien.

D. COURS REGIONAL COMMUN ISO/CEI SUR L'ADOPTION ET LA REFERENCE AUX NORMES INTERNATIONALES, SINGAPOUR (9-11 FEVRIER 2011)

34. Organisé conjointement pour la première fois par l'ISO et la CEI, ce cours a porté sur les obligations nationales concernant l'utilisation des normes internationales dans le cadre de l'Accord OTC et sur les orientations à suivre par les organismes nationaux de normalisation pour établir leurs politiques et pratiques en matière d'adoption des normes internationales et de référence à

ces normes et leurs méthodes d'adoption des normes internationales. Ont assisté à ce cours des représentants des organismes nationaux de normalisation (52 pour cent), des pouvoirs publics (40 pour cent), de l'industrie (4 pour cent) et d'autres parties prenantes (4 pour cent) venus de 14 pays de la région Asie-Pacifique.

V. LE CENTRE REGIONAL DE LA CEI POUR L'AMERIQUE LATINE SOUTIENT LES AFFILIES A LA CEI

35. Le Centre régional de la CEI pour l'Amérique latine (IEC-LARC) est le centre de coordination et de ressources de la CEI pour la région de l'Amérique latine. Il y aide à mieux faire connaître la Commission, à accroître l'utilisation de ses normes internationales et systèmes d'évaluation de la conformité et à renforcer la participation et l'adhésion des pays de la région. L'IEC-LARC coordonne et organise des activités de formation, séminaires et ateliers qui répondent aux besoins de la région. Ces activités vont des séminaires sur l'utilisation des outils informatiques à la CEI à des ateliers consacrés à des domaines techniques spécifiques. L'IEC-LARC est un point de coordination régional non seulement pour les membres de la CEI, mais aussi pour ses affiliés et pour d'autres pays qui n'en font pas encore partie. Lors du Forum des Affiliés, organisé durant la Réunion générale de la CEI à Seattle (États-Unis) en octobre 2010, le Directeur de l'IEC-LARC, Amaury Santos, a assisté le Leader des affiliés à la CEI, Carlos Rodríguez (Costa Rica), au cours d'une réunion avec des délégués latino-américains venus du Honduras, de la République dominicaine, du Pérou et de Trinité-et-Tobago. Ils ont discuté de leurs comités électrotechniques nationaux et de l'engagement de leurs parties prenantes. Le Secrétaire du Comité électrotechnique national péruvien a expliqué comment l'Institut national pour la défense de la concurrence et la protection de la propriété intellectuelle (INDECOPI) avait bénéficié en juin de l'aide spéciale de l'IEC-LARC et du Secrétariat des affiliés à la CEI pour organiser une réunion virtuelle et une séance d'information à l'attention de ses parties prenantes afin de leur faire mieux connaître la CEI. L'objectif était de montrer aux parties prenantes du futur Comité électrotechnique péruvien comment le site Web de la CEI fonctionnait et comment les différents outils interactifs fournis par la CEI pouvaient aider le Pérou à participer plus activement en tant que pays affilié. Les parties prenantes se trouvaient à Lima (Pérou) et les intervenants à l'autre bout du monde. La création du Comité électrotechnique a finalement été annoncée en octobre 2010.
